



AMBASSADE DE FRANCE EN TUNISIE
SERVICE ECONOMIQUE REGIONAL DE TUNIS

- Brèves économiques de Tunisie et de Libye -
Semaine du 19 octobre au 25 octobre 2018

Tunisie

- *Signature de l'accord sur les augmentations salariales dans le secteur public et préavis de grève lancé dans la fonction publique pour le 22 novembre 2018.*
- *Sortie de la Tunisie sur le marché financier international pour l'émission d'eurobonds d'un montant de 500 millions d'euros à un taux d'intérêt de 6,75%.*
- *Tenue de la 1ère édition du Forum de la mer les 20 et 21 octobre 2018 à Bizerte, dans le cadre de la "Saison Bleue".*
- *Signature de trois accords de coopération entre les gouvernements tunisien et français à l'occasion de la visite à Tunis du ministre des affaires étrangères français, M. Jean-Yves Le Drian.*
- *Dégradation par l'agence Moody's des perspectives de la note de cinq banques tunisiennes, de "stables" à "négatives".*

Libye

- *Rencontre entre le gouverneur de la Banque centrale libyenne (CBL) et les principaux responsables des banques commerciales locales.*

TUNISIE

- *Signature de l'accord sur les augmentations salariales dans le secteur public et préavis de grève lancé dans la fonction publique pour le 22 novembre 2018.*

Le Chef du gouvernement, M. Youssef Chahed, et le secrétaire général de l'Union Générale tunisienne du Travail (UGTT), M. Nouredine Taboubi, ont signé lundi 22 octobre un accord sur l'augmentation des salaires dans le secteur public. Il convient de rappeler que le secteur public tunisien est distinct de la fonction publique nationale : il correspond aux entreprises publiques stricto sensu. En conséquence, cet accord n'a pas d'impact direct sur le budget de l'Etat. La majoration salariale brute sur trois ans (2017, 2018 et 2019) devrait varier entre 205 (pour les agents d'exécution) et 270 TND (pour les cadres). En outre, par cet accord, le gouvernement s'engage à ne pas céder les entreprises publiques. Leur situation sera examinée au cas par cas. A la suite de cet accord, la grève générale dans le secteur public prévue initialement le mercredi 24 octobre 2018 a été annulée.

Concernant la négociation des salaires dans la fonction publique, le dirigeant de l'UGTT, M. Nouredine Taboubi, a réaffirmé l'impératif de trouver un accord de majoration salariale. L'UGTT a émis un préavis de grève générale dans la fonction publique pour le jeudi 22 novembre 2018. Pour rappel, les négociations sur les majorations salariales dans la fonction publique entre l'UGTT et le gouvernement ont démarré en même temps que pour le secteur public, soit le 28 juin 2018.

- *Sortie de la Tunisie sur le marché financier international pour l'émission d'eurobonds d'un montant de 500 millions d'euros à un taux d'intérêt de 6,75%.*

Mercredi 24 octobre 2018, la Tunisie est parvenue à lever près de 500 M EUR (570 M USD) d'un emprunt obligataire sur les marchés internationaux. La maturité de l'Eurobond est de 5 ans (contre 7 ans pour celui de l'année dernière) et son taux d'intérêt est de 6,75% (contre 5,75% l'année dernière). En plus de ce durcissement des conditions de financement, le montant de l'emprunt obligataire est inférieur de plus de 40% à celui envisagé initialement par les autorités tunisiennes. En effet, la semaine dernière, des sources officielles ont annoncé à l'agence TAP qu'elles prévoyaient une émission de la Tunisie d'eurobonds d'un montant d'environ 867,7 M EUR (1 Md USD). Certains événements récents ont compliqué la tâche des autorités tunisiennes : (i) la dégradation de la perspective (de « stable » à « négative ») de la note de la dette souveraine de la Tunisie par l'agence de notation Moody's la semaine dernière, (ii) l'augmentation salariale du secteur public et celle en cours de négociation dans la fonction publique (cette dernière pouvant remettre en cause les prévisions du Projet de Loi des Finances 2019) et enfin (iii) l'incertitude croissante liée aux rumeurs d'un remaniement ministériel imminent (qui pourrait inclure le ministre des finances). Prévue initialement au premier trimestre 2018, cette sortie a été reportée à plusieurs reprises en raison de la détérioration des conditions de financement au niveau mondial. Cet emprunt obligataire était devenu impératif pour la Tunisie, pour qu'elle puisse faire face aux besoins de financement du budget de 2018 (qui s'élèvent à près de 10 Mds TND sur un an).

- *Tenue de la 1ère édition du Forum de la mer les 20 et 21 octobre 2018 à Bizerte, dans le cadre de la "Saison Bleue".*

La 1ère édition du *Forum de la mer – Bizerte 2018, rencontres euro-méditerranéennes de l'économie bleue durable*, s'est tenue les 20 et 21 octobre. Organisé dans le cadre de *La Saison Bleue* par l'Institut tunisien des études stratégiques (ITES) avec l'Union pour la Méditerranée (UpM), en partenariat avec le gouvernorat et la municipalité de Bizerte et avec le soutien de l'ambassade de France en Tunisie, de l'Union européenne et de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), le Forum a vocation à devenir un rendez-vous international annuel. La première journée était dédiée à des ateliers thématiques à destination du grand public. La seconde journée fut organisée autour d'une session plénière rassemblant des personnalités politiques, ainsi que des experts sur ce thème. Le Forum a accordé une place importante à l'environnement, en présentant les enjeux de la mer dans ce domaine (notamment la vulnérabilité du littoral, la pollution maritime et l'exploitation durable des océans et des mers). Le Forum avait également pour objectif de promouvoir l'économie bleue (évoquant des potentialités en termes de création d'emplois, etc.). Le Forum de Bizerte s'est terminé par « l'Appel de Bizerte ». Adressé aux gouvernements, il souligne la double nécessité de mettre en place des politiques qui tiennent compte de la fragilité de la Méditerranée et de lancer des grands projets de coopération euro-méditerranéens dans plusieurs domaines comme le développement, l'émigration, l'environnement et l'économie bleue.

- *Signature de trois accords de coopération entre les gouvernements tunisien et français à l'occasion de la visite à Tunis du ministre des affaires étrangères français, M. Jean-Yves Le Drian.*

Lundi 22 octobre 2018, en marge de la visite en Tunisie du ministre des affaires étrangères français, M. Jean-Yves Le Drian, trois accords de coopération ont été signés entre la France et la Tunisie. D'une valeur totale de 49 M EUR, ces derniers porteront sur le financement de la restauration d'anciens centres urbains (6 M EUR), un programme d'aide à la décentralisation (37,9 M EUR) et des projets innovants d'entrepreneuriat social et féminin (5 M EUR). Au cours de cette visite officielle, M. Jean Yves Le Drian s'est également entretenu avec le Président de la République tunisienne, M. Béji Caïd Essebsi, le Chef du gouvernement, M. Youssef Chahed et son homologue M. Khemaies Jhinaoui, ainsi que le ministre du développement, de l'investissement et de la coopération internationale, M. Zied Ladhari. Annoncée par le Président de la République française, M. Emmanuel Macron en visite officielle à Tunis fin janvier 2018, la question d'une création d'une Université franco-tunisienne pour l'Afrique et le Maghreb a été à nouveau abordée.

- *Dégradation par l'agence Moody's des perspectives de la note de cinq banques tunisiennes, de "stables" à "négatives".*

L'agence de notation Moody's a confirmé le 21 octobre la notation des dépôts à long terme de cinq banques tunisiennes (Amen Bank, ATB, BT, BIAT et STB), tandis que leurs perspectives sont passées de « stables » à « négatives ». Moody's justifie sa décision comme étant une suite logique de celle prise la semaine précédente, relative à l'attribution d'une perspective négative à la notation souveraine (B2) de la Tunisie. Moody's considère que la capacité du gouvernement à fournir un soutien financier aux banques est de plus en plus limitée.

Dernière minute : Le Président de la République tunisienne, M. Béji Caïd Essebsi, et le Président de la Commission européenne, M. Jean-Claude Juncker, se sont entretenus ce jeudi 25 octobre à Tunis. En marge de cette rencontre, M. Jean-Claude Juncker a annoncé le retrait par l'Union Européenne de la Tunisie des listes noires des pays tiers à haut risque de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme. (nous reviendrons plus en détail sur ce sujet la semaine prochaine).

LIBYE

- *Rencontre entre le gouverneur de la Banque centrale libyenne (CBL) et les principaux responsables des banques commerciales locales.*

Dans la journée du dimanche 21 octobre, le gouverneur de la Banque centrale de Libye (CBL), M. Saddek Elkaber, s'est entretenu avec les directeurs de plusieurs banques commerciales du pays. Selon un [communiqué](#) publié sur le site internet du CBL, cet entretien a été l'occasion pour les banques présentes d'échanger sur le système de compensation bancaire ainsi que les solutions de paiements électroniques qui tendent en effet à se développer dans le pays en raison d'un important manque de liquidités. D'autres points, comme le mauvais maillage des banques libyennes de certaines régions du pays ou la lutte contre le financement du terrorisme ont également été évoqués.